

# DEUXIÈME SEMAINE DE GRÈVE GÉNÉRALE EN GUADELOUPE

page 11



## INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

**6 499**  
abonnés  
reçoivent ce numéro.  
Et vous ?  
(page 16)

### De septembre à janvier : la spirale des plans de licenciements

**HEWLETT-PACKARD, 580 POSTES • ADECCO, 600 EMPLOIS • ALICE (PARIS), 330 À 350 POSTES • LA REDOUTE, 672 LICENCIEMENTS** dont 151 au siège • **CAMIF, NIORT, 980 EMPLOIS • FORD (BLANQUEFORT) : 1 600 SALARIÉS MENACÉS.** Le site va fermer en 2010. 1 600 salariés sont menacés • **PEUGEOT (RENNES) : 850 EMPLOIS SUPPRIMÉS.** PSA annonce la suppression de 850 postes à l'usine de Rennes, dans le cadre d'un vaste plan de 3 550 suppressions d'emplois en France. • **TYCO ELECTRONICS, PONTOISE, 620 EMPLOIS • USINE RANGER DE THEILLAY, 442 EMPLOIS MENACÉS • CONTINENTAL AUTORADIOS (RAMBOUILLET) : 400 EMPLOIS DÉLOCALISÉS • MOLEX, VILLEMUR-SUR-TARN, 300 POSTES.** Le groupe américain Molex, spécialisé dans la connectique électrique, fermera son site haut-garonnais, Molex Automotive, en juin 2009. A la clé : la suppression de 300 postes, dont 275 CDI • **JOHNSON CONTROLS (GD QUEVILLY) : 280 SALARIÉS.** Johnson Controls (batterie pour l'automobile) va fermer son usine d'ici à six mois. • **NXP (CAEN) : 280 POSTES EN MOINS.** La direction de NXP France a présenté le 29 septembre son plan social final. 280 postes (sur 300) seront supprimés dans l'usine de circuits intégrés • **KLARIUS (DREUX) : 238 POSTES EN MOINS.** Le fabricant de pots d'échappement a été placé en liquidation judiciaire • **TREVES/CERA (REIMS ET PARIS) : 145 POSTES SUPPRIMÉS.** 145 postes seront supprimés à Paris et Reims, chez CERA • **HARMAN BECKER (CHÂTEAU-DE-LOIR) : 134 LICENCIEMENTS.** Un choc pour cette ville de 5 000 habitants • **RIETER (RÉMY) : 135 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS.** 136 des 185 salariés de Rieter (isolation pour poids lourds) vont être licenciés. Une cinquantaine de postes sont menacés au siège du groupe à Aubergenville (Yvelines) • **KPI (ROCHFORD) : 139 EMPLOIS SUPPRIMÉS.** Key Plastics supprime 139 emplois sur son site de Rochefort • **MAHLE PERSAN : 132 POSTES EN MOINS • SIEMAR (SANDOUVILLE) : 130 POSTES SUPPRIMÉS.** Conséquence de la suppression de 1 000 emplois à Sandouville, l'équipementier Siemar (Faurecia) va supprimer 130 postes (sur 280) • **EMT (CAUDEBEC) : 120 POSTES SUPPRIMÉS.** L'équipementier EMT (278 salariés) pourrait être repris par une entreprise suédoise, mais avec 120 suppressions d'emplois à la clé • **KEY PLASTICS SUPPRIME 114 EMPLOIS** sur son site du Doubs • **SKF (SAINT-CYR) : UNE CENTAINE D'EMPLOIS MENACÉS.** La direction de l'usine SKF de Saint-Cyr-sur-Loire (1 400 salariés) a annoncé l'arrêt progressif de la fabrication des roulements à billes sur le site de Saint-Cyr-sur-Loire. Cette décision prendra effet avant la fin 2010 • **JTEKT (DIJON) : PLUSIEURS DIZAINES D'EMPLOIS SUPPRIMÉS.** L'équipementier automobile japonais JTEKT Europe (4 200 personnes en France) va supprimer 200 postes en France, dans ses usines de Dijon et de Saint-Etienne (Loire) • **JMCA (MAUBEUGE) : 91 POSTES VONT ÊTRE SUPPRIMÉS • EUROCEL (DIVES-SUR-MER) : 80 POSTES.** Spécialisée dans la fabrication de feuilles de cuivre, Eurocel, filiale du groupe Green Recovery, va fermer d'ici quelques mois • **MAHLE COLMAR : 69 POSTES SUPPRIMÉS • TREVES/MPAP (PLOËRMEL) : DE 38 À 53 POSTES SUPPRIMÉS.** L'équipementier travaille à 80 % pour PSA Rennes • **INERGY (AULNAY) : FERMETURE DE L'USINE.** 65 salariés sont concernés • **TREVES/MATT (MONTCORNET) : 40 POSTES SUPPRIMÉS.** Treves, sous-traitant automobile, supprime entre 35 et 45 postes chez MATT. 140 avaient été supprimés en 2005. Ces dernières semaines, les contrats de 70 intérimaires n'ont pas été reconduits • **LAPRADE (ARUDY) : 26 EMPLOIS SUR LA SELLETTE.** Les salariés accusent l'actionnaire d'avoir « *sciement vidé de sa substance* » l'entreprise • **FONDERIE GM (PONTS-DE-CÉ) : 20 EMPLOIS SUPPRIMÉS • FONDERIE LORRAINE (GROSBLEDERSTROFF) : 19 LICENCIEMENTS • TREVES/TREVEST (BROGNARD) : ENTRE 12 ET 15 POSTES SUPPRIMÉS.** Le sous-traitant auto Treves (textile, 3 800 salariés en France) supprime entre 12 et 15 emplois chez Trevest, usine très proche de l'usine PSA de Sochaux • **TREVES/SODIMATEX (CRÉPY) : 14 EMPLOIS SUPPRIMÉS • PERFORMANCE FIBERS (LONGLAVILLE) : 7 SALARIÉS.** L'usine fabrique des fils synthétiques, principalement pour l'automobile. Sept salariés ont déjà été licenciés. Les syndicats craignent un « *plan social déguisé* » • **SEALYNX (VILLIERS-LA-MONTAGNE) : 7 LICENCIEMENTS, ARRÊTS DE PRODUCTION.**

## 8 FÉVRIER AU 7 AVRIL, HUIT RASSEMBLEMENTS RÉGIONAUX POUR DIRE INTERDICTION DES LICENCIEMENTS !

Les 77 salariés de ce sous-traitant automobile ont appris début septembre le licenciement de sept d'entre eux. Des rumeurs de délocalisation en Roumanie et en Tunisie circulent dans le groupe • **WAGON (SAINT-PIERRE-DE-VARENGEVILLE).** Ce sous-traitant automobile (235 salariés) va être mis en vente et la production délocalisée. La direction affirme que seuls les intérimaires feront les frais de cette vente • **MOTEURS BAUDOUIIN (CASSIS) : 123 SALARIÉS MENACÉS.** Cette PME de 123 salariés très connue dans l'industrie nautique a dû être placée en redressement judiciaire • **YACHTS INDUSTRIES (CATAMARANS DE LUXE) S'EST DÉCLARÉ EN CESSATION DE PAIEMENT** au tribunal de commerce de Caen le 12 novembre • **NEXITY : 500 LICENCIEMENTS • CÉLÉOS, SAINT-BRIEUC : 247 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS.** Le groupe immobilier briochin a déposé le bilan et supprime 247 emplois sur 406 • **KAUFMAN & BROAD : 165 LICENCIEMENTS • PIERA IMMOBILIER : 70 LICENCIEMENTS.** Le promoteur immobilier Piera, dont le siège est basé à Gap, va réduire son effectif total (120 personnes) de 60 %, soit plus de 70 licenciements • **EXTRÊME DÉCORS (LAMASTRE) : 35 EMPLOIS SUPPRIMÉS.** Le fabricant de revêtements Extrême Décors a

envoyé des lettres de licenciement à tous ses employés. Leur chance de retrouver un emploi dans le bassin sont très faibles • **PARQUETS MARTY (CUZORN) : 107 EMPLOIS SUPPRIMÉS • FFMT (LE FOSSAT) : 12 LICENCIEMENTS.** 12 des 35 salariés de ce constructeur de « maisons transportables » ariégeois vont être licenciés, à cause de la crise de l'immobilier • **SOPROFENE (CHAMPAGNEY) : 10 LICENCIEMENTS.** Spécialisée dans la fabrication de portes de garage métalliques, a annoncé fin septembre une vague de 10 licenciements économiques (un quart de l'effectif) • **SUM TECH (CHARLEVILLE-MÉZIÈRES) : 9 LICENCIEMENTS.** La Sum Tech

(mécano-soudure, activité liée au BTP), qui emploie 138 salariés, a déjà renvoyé une vingtaine d'intérimaires, soldé les congés payés, RTT et repos récupérateurs, puis entamé une mesure de chômage partiel • **THEALEC (ROSHEIM) : 7 LICENCIEMENTS.** Le sous-traitant de cartes et câblages électroniques Théalec (groupe Altrics) va licencier 7 de ses 49 salariés • **APMO (FAUX-PLAFONDS, ÉCLAIRAGE DE MOBILIER) : 3 LICENCIEMENTS • TIXIT (HAGUENAU) : MIS EN REDRESSEMENT PAR LE TRIBUNAL DE COMMERCE • CALYON (CRÉDIT AGRICOLE) : 250 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS • KRONENBOURG, STRASBOURG : 214 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS.** Les Brasserie Kronenbourg vont supprimer 214 emplois d'ici la fin 2010, sur 1 390 • **DANDY (PONTIVY) : 238 LICENCIEMENTS.** L'usine de découpe de volailles a fermé ses portes le 15 septembre. Les salariés n'ont rien obtenu • **BÉGHIN-SAY (NANTES) : L'USINE FERME EN 2009.** Le raffineur (groupe Tereos) emploie aujourd'hui 172 salariés • **UNE USINE DE VIANDE À MAXÉVILLE : 36 LICENCIEMENTS • VALSPAR (NANTES) : 30 POSTES SUPPRIMÉS • SALAISONS GUÉGUEN : 19 LICENCIEMENTS.** Deux tiers des 30 salariés vont être licenciés. Le plan de sauvegarde de l'emploi prévoit moins de... 3 000 euros pour chacun, en guise d'indemnisation • **ABATTOIRS DE BELLEBRUNE : 18 SALARIÉS BIENTÔT SANS EMPLOI • ALPLAST (SAINTE-MARIE-AUX-MINES) : 108 LICENCIEMENTS.** L'usine d'emballages plastiques pour la grande distribution subit la chute de la demande. 108 salariés ont été licenciés • **LEPETIT (SAINT-MACLOU) : FERMETURE DE L'USINE HISTORIQUE.** Le site de production historique du camembert Lepetit (groupe Lactalis) va fermer à cause de la baisse des ventes • **EBREX (PAGNY) : 51 LICENCIEMENTS.** La société de transports frigorifiques est placée sous procédure de sauvegarde. D'après la CGT, 51 emplois vont être supprimés • **TMT (MONTAUBAN) : 12 LICENCIEMENTS.** Ce transporteur de matériaux pour le bâtiment, qui emploie 26 salariés, va en licencier 12 • **HYMER (CERNAY) : 12 LICENCIEMENTS.** Douze des 230 salariés de ce fabricant de caravanes et de campings-cars vont être licenciés • **SANOVI-AVENTIS : 800 POSTES.** Le groupe a annoncé un « projet de réorganisation » qui entraîne la suppression de plus de 800 postes de visiteurs médicaux en France, et 110 au siège, à Paris • **MBO FRANCE (BOULOGNE) : LIQUIDATION JUDICIAIRE, 1 100 EMPLOIS SUR LA SELLETTE...**



### Grève illimitée des universités, manifestation nationale au ministère le 10 février

Les décisions prises par les délégués de 74 universités réunis avec les syndicats.

**Actualité** page 5

### A propos d'une "déclaration commune" pour le débat parlementaire qui s'ouvre le 10 février sur le projet "Hôpital, santé, territoire"

**Social** page 6



### On continue à mourir à Gaza des suites des bombardements israéliens

L'envoyé spécial du nouveau président américain vient d'arriver au Moyen-Orient.

**International** page 13

## Attendre 2012 ?

**C**ENT cinquante mille chômeurs supplémentaires pour les trois derniers mois de 2008, un par minute ! Le rythme s'accélère. Si un coup d'arrêt n'est pas porté, combien de centaines de milliers de chômeurs supplémentaires d'ici à la fin de l'année ?

Cela, les travailleurs n'en veulent pas. Ils l'ont dit, par millions, dans la grève et les manifestations du 29 janvier. Au premier rang des exigences formulées ce jour-là : l'arrêt des licenciements, que l'argent ne soit pas donné aux banquiers, mais aux travailleurs, l'augmentation générale des salaires, la préservation de toutes les garanties collectives.

Ce 29 janvier a marqué une étape. La classe ouvrière a regroupé ses forces, du public et du privé, avec l'ensemble des organisations. Le pays, dans les jours qui ont suivi, s'est trouvé comme suspendu : et maintenant, que va-t-il se passer ?

« Je maintiendrai le cap », a déclaré Sarkozy, invitant les organisations syndicales à s'associer au calendrier des contre-réformes.

Et à gauche ? Au lendemain du 29, Martine Aubry, premier secrétaire du Parti socialiste, a regretté que le plan de relance de Sarkozy soit « sous-dimensionné » et elle a demandé « au prési-

dent de réunir sans délai toutes les forces vives du pays pour définir enfin un plan de relance adapté » (1). Devant les secrétaires de section de son parti, elle a fixé la perspective : « Garantir cet échéancier qui nous mènera fin 2011 (...). Qu'est-ce que nous aurons fin 2011 ? Nous aurons le projet des socialistes (...), les socialistes choisiront leur candidat, ce candidat aura un projet et il gagnera. »

Pourtant, les dirigeants socialistes s'étaient invités aux manifestations du 29. Ils n'ont pas pu ne pas entendre les manifestants exiger qu'on bloque tout de suite la déferlante des suppressions d'emplois. Comment comprendre qu'ils se proposent d'aider Sarkozy à « peaufiner » son plan de relance, c'est-à-dire à distribuer les 428 milliards aux banquiers... en attendant de « gagner en 2012 » ? Question : à raison d'un chômeur par minute, combien de chômeurs supplémentaires d'ici à l'élection présidentielle de 2012 ? Réponse : plus d'un million sept cent mille chômeurs supplémentaires !

Quant aux dirigeants du Parti communiste français, ils reprochent au plan de relance de Fillon d'être « un service minimum » (2) et déclarent : « Le chef de l'Etat a décidé de mobiliser jusqu'à 360 milliards d'euros (...), comment les comités de suivi (...) assu-

rent-ils une réalisation socialement efficace du plan d'aide aux banques ? » (Infohebd n° 357.)

Les 428 milliards offerts aux patrons et aux spéculateurs pourraient être « socialement efficaces » pour les travailleurs ? N'est-ce pas ce que disent Sarkozy et Fillon pour justifier ce plan ?

Nul ne peut contester l'urgence exprimée le 29 janvier. C'est maintenant, c'est tout de suite que les licenciements doivent être interdits, que les 30 000 emplois menacés dans la fonction publique doivent être maintenus. C'est maintenant, c'est tout de suite que les 428 milliards d'euros doivent être soustraits aux spéculateurs et mis au service d'un véritable plan de création d'emplois et de développement des services publics.

Il ne peut être question ni d'attendre 2012 ni d'aider Sarkozy à mettre en œuvre son plan. L'urgence est de bâtir l'unité pour bloquer cette politique et sauver le peuple travailleur de la catastrophe déjà en cours.

C'est ce que, par milliers, viendront dire et organiser les participants au rassemblement du 8 février à Montreuil. ■

(1) Communiqué du 2 février.

(2) Ibidem.

### INFORMATIONS OUVRIÈRES

tribune libre  
de la lutte des classes

Dans le cadre de sa tribune libre, *Informations ouvrières*, fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité de s'exprimer librement à tout groupement ou formation politique qui entend sincèrement combattre pour l'émancipation des travailleurs. Cela sous leur propre responsabilité. L'hebdomadaire est édité par l'association (loi 1901) Informations ouvrières, présidée par Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

Rédacteur en chef :  
Lucien Gauthier

Siège : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

- Imprimerie : Rotinfed 2000, Paris.
- Tirage : 20 000 exemplaires.
- Commission paritaire : 0909 C85 410.
- ISSN : 0813 9500.

• Rédaction : Informations ouvrières  
87, rue du F<sup>bs</sup>-Saint-Denis,  
CS 30016 - 75479  
Paris CEDEX 10.

Tél. : 01 48 01 89 23.  
Fax : 01 48 01 89 29.

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• Administration-  
abonnements :  
Maïthé Dayan

Tél. : 01 48 01 88 22  
01 48 01 88 41.

E-mail :  
diffusion-io@fr.oleane.com

Dépôt légal :  
à publication.



NOUS ÉCRIRE

### INFORMATIONS OUVRIÈRES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016  
75479 Paris Cedex

E-mail :  
informations-ouvrieres@fr.oleane.com

## Lettre au président du Conseil supérieur de l'audiovisuel

PAR GÉRARD SCHIVARDI

A M. Michel Boyon, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel,

Monsieur le Président,

Les 14 et 15 juin 2008, à Paris, les délégués de 10 071 membres fondateurs ont constitué le Parti ouvrier indépendant et ont désigné un bureau national et 4 secrétaires nationaux.

Le POI est aujourd'hui implanté dans 90 départements. Il a édité 32 communiqués de presse. Il a tenu des conférences de presse, des centaines de réunions publiques dans le pays... Il a participé à de nombreuses manifestations, où ses cortèges ont été remarqués, comme en témoignent les coupures de presse régionales et les vidéos qu'il publie sur son site...

Or, Monsieur le Président, le POI n'a bénéficié depuis six mois d'aucune participation à quelque émission que ce soit sur les chaînes télévisuelles ou radiophoniques nationales publiques : aucun de ses 4 secrétaires nationaux ou de ses représentants n'a été invité et n'a pu s'y exprimer !

Il ne manque pas un jour où ces mêmes chaînes font état de la construction de nouveaux partis, interviewent leurs responsables, les invitent à des émissions politiques...

Pour le POI, zéro minute, zéro seconde dans les informations nationales.

Monsieur le Président, je m'interroge : pourquoi cet ostracisme à l'égard du POI ?

Faut-il comprendre que les positions qu'il défend sont les raisons du silence télévisuel

qui entoure ses manifestations ? Si tel était le cas, c'est la démocratie même qui serait remise en question !

Vous venez de déclarer à l'occasion des projets du gouvernement de nommer les présidents des chaînes publiques : « Le CSA est une autorité indépendante, l'indépendance n'est pas la condamnation au silence. »

Si l'on étend cette réflexion au POI, son indépendance ne devrait pas le condamner à ne pouvoir s'exprimer sur les chaînes publiques.

Le POI va tenir 8 grands meetings régionaux dans le pays, dont le premier va rassembler plusieurs milliers de personnes le 8 février au Palais des congrès de l'Est parisien... Qu'en sauront les téléspectateurs assidus si l'ostracisme dont notre parti est victime continue ?

Nous aurons l'occasion, dans les jours et les mois qui viennent, de juger si ces événements sont l'occasion pour les responsables des chaînes publiques de radio et de télévision de lever le silence qui entoure l'activité du POI.

Toutefois, nous vous demandons, Monsieur le Président, de recevoir dès qu'il vous sera possible une délégation des secrétaires nationaux de notre parti, qui souhaitent connaître les raisons de l'absence du POI sur les antennes.

Soyez assuré, Monsieur le Président, de nos sentiments respectueux et de notre attachement au pluralisme de l'information, sans lequel il ne peut y avoir de démocratie. ■

## Refuser la cogestion de la crise

PAR ROGER SANDRI

**O**N ne pourra nous reprocher, compte tenu des articles publiés régulièrement dans *Informations ouvrières*, de ne pas avoir prévu la situation actuelle et la décomposition économique et sociale engendrée par le mode de production capitaliste et sa superstructure mondialisée.

Le capitalisme financier est aujourd'hui voué aux gémonies, y compris, entre autres, par Sarkozy, précédemment voué au culte du veau d'or. Répétons-le, le capitalisme financier n'est que l'avatar du capitalisme pris dans sa totalité.

Le problème n'est pas nouveau. Rappelons que Karl Marx lui-même s'exprimait sur le sujet dans les années 1880 : « La banque et le crédit deviennent les moyens les plus puissants pour mener la production capitaliste au-delà de ses propres limites, en se transformant en l'un des pourvoyeurs les plus efficaces de crises et d'escroqueries. »

Il faut bien admettre qu'en matière de crises et d'escroqueries, nous sommes amplement servis. Depuis Marx, de nombreuses années se sont écoulées, malheureusement émaillées de tragédies humaines barbares et sanguinaires, où les classes laborieuses ont dû payer le lourd tribut du sang, pour

le plus grand bénéfice des capitalistes. Ceux-ci s'en sont solidement sortis, constamment à la recherche d'un autre équilibre économique et financier au service de leurs intérêts immédiats et constants. Il n'y a donc rien de changé.

Quelles leçons ont-elles été tirées de ces précédents ?

Au vu de l'actualité : pas grand-chose.

Les grèves et les manifestations émaillant les différentes régions du monde, les guerres civiles, ethniques, religieuses, toutes engagées pour le plus grand profit des marchands d'armes et des économies parasitaires, y compris le conflit israélo-palestinien, n'échappent pas à la stratégie impérialiste. Une fois de plus, ce sont les classes laborieuses qui subissent de plein fouet ces exactions.

Différentes études nous informent que la poursuite capitaliste se traduit par le fait que la finance pèse désormais l'équivalent de quatre fois le produit intérieur brut mondial.

Cité par la revue *Alter-Eco* (1), alors qu'en 1980 les mouvements de capitaux étaient encore équivalents aux échanges de biens et services, ils représentent aujourd'hui un montant quatre fois plus

élevé en Allemagne, cinq fois plus élevé au Japon et dix fois plus élevé en France.

Cela dit, comment s'étonner des dérapages et des conséquences sur l'économie réelle, celle qui fournit salaires, emplois et protection sociale pour la plus grande partie de la population, quand on sait que le secteur industriel s'est complètement effondré, laissant la place à la spéculation financière et à l'économie fictive, qui fut constamment l'apanage de la bourgeoisie française, rentière et agioteuse ?

Face à cette situation, la masse des exploités, celle qui ne peut plus se contenter de bonnes paroles sarkoziennes, se met à réagir.

Le 29 janvier est sans nul doute le coup de semonce. Grâce à la ténacité des organisations syndicales, la masse des exploités a montré sa capacité de résistance dans une dynamique de combat. Il est clair que les manifestants de toutes tendances ont manifesté leur rejet de tout ce qui pourrait ressembler à « une cogestion de la crise ». Il est clair aussi que nous sommes au début d'une réaction « de classe » qui aura certainement d'autres prolongements. ■

(1) *Alter-Eco*, n° 75.

